

**Loi n° ..... de 2018**

**Relative à l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives et aux  
certaines règles transitoires**

**1. Certaines règles transitoires relatives à l'établissement des juridictions  
administratives**

**1. §**

(1) Sur proposition du Président de la Hongrie au plus tard le 31 mai 2019, l'Assemblée nationale élit jusqu'au 15 juin 2019, entre les personnes remplissant les conditions énoncées dans la loi relative aux juridictions administratives, le premier président de la Cour administrative suprême.

(2) Les règles procédurales relatives à l'élection du président de la Curia s'appliquent en conséquence à l'élection du président de la Cour administrative suprême.

(3) Si le président élu de la Cour administrative suprême n'est pas un juge de la Curia, le président de l'Autorité judiciaire nationale (ci-après « AJN ») le transfère à la Curia.

(4) Le président élu de la Cour administrative suprême exerce les fonctions définies par la présente loi en ce qui concerne l'établissement de l'organisation des juridictions administratives ; toutefois, jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, il doit être dispensé de l'exercice des activités juridictionnelles dans la mesure où il le demande.

(5) Le président élu de la Cour administrative suprême perçoit une rémunération égale à celle du président de la Curia et est assisté d'un secrétariat composé de cinq secrétaires basés au sein de la Curia ; jusqu'à l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, la Curia fournira les ressources personnelles et matérielles à ce secrétariat.

**2. §**

(1) Par une déclaration adressée au président de l'AJN, un membre du collège administratif et du travail régional peut demander son transfert à un tribunal administratif dont la compétence territoriale, en vertu de la loi sur les juridictions administratives, comprend la compétence territoriale de la juridiction où le juge siège. Par une déclaration adressée au président de l'AJN, le membre du collège administratif et du travail du Tribunal de Budapest-Capitale peut, à son choix, demander son transfert à un tribunal administratif. Ayant au moins deux ans de pratique judiciaire obtenue à la Cour suprême, à la Curia ou aux cours d'appel, le membre du collège administratif et du travail du Tribunal de Budapest-Capitale, qui est un juge du tribunal, peut, à son choix, demander son transfert à la Cour administrative suprême ou à un tribunal administratif par une déclaration adressée au président de l'AJN. Par une déclaration adressée au président de la Curia, le membre du collège administratif et du travail de la Curia

peut, à son choix, demander son transfert à la Cour administrative suprême ou à un tribunal administratif. La déclaration doit être faite de manière à parvenir au président de l'AJN ou au président de la Curia, respectivement, au plus tard le 30 avril 2019.

(2) Le délai, visé au paragraphe 1, est un délai de prescription, la déclaration ne peut être retirée.

(3) En vertu de la présente loi, le juge qui a fait une déclaration, conformément aux conditions énoncées au paragraphe 1, exerce les fonctions juridictionnelles en tant que juge administratif à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020

(4) Le juge qui a fait une déclaration, conformément aux conditions énoncées au paragraphe 1, sera, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, affecté par le ministre chargé de la justice (ci-après « le ministre ») à la juridiction administrative indiquée dans sa déclaration .

(5) Le fait de faire ou d'omettre une déclaration, telle qu'elle figure au paragraphe 1, n'empêchera pas le juge de présenter sa candidature à un quelconque poste de juge.

(6) Un juge habilité à faire une déclaration, en vertu du paragraphe 1, a droit, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, à sa rémunération antérieure en tant que juge de l'organisation juridictionnelle ordinaire ou administrative, selon son affectation, sauf si, en vertu de la loi sur les juridictions administratives ou de la loi n° CLXII de 2011 sur le statut et la rémunération des juges (ci-après « SRJ »), il a droit à une rémunération plus élevée.

### 3. §

(1) Si le président de la Curia ou l'AJN en exercice à l'entrée en vigueur de la présente loi est en droit de faire une déclaration conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, il pourra faire sa déclaration, adressée au ministre, dans les 30 jours à compter du jour suivant celui de la fin de son mandat ou, s'il est en droit d'exercer les pouvoirs du président par la suite, après avoir cessé d'exercer ces pouvoirs ; dans la déclaration, il peut, à son choix, demander son transfert à la Cour administrative suprême ou à un tribunal administratif.

(2) Le ministre affecte à la juridiction administrative, indiquée dans la déclaration, le juge qui a fait cette déclaration conformément aux conditions énoncées au paragraphe 1. Si le mandat se termine avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2020, l'article 75 de la loi n° CLXI de 2011, relative à l'Organisation et l'administration des juridictions (ci-après « OAJ ») s'appliquera au président de l'AJN, et l'article 116, paragraphes 2 et 3 de l'OAJ s'appliquera au président de la Curia.

(3) Le juge affecté à l'AJN, au ministère ou à la Curia, ainsi que le juge en congé sans rémunération au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, ont le droit, s'il était membre du collège administratif et du travail régional ou membre du collège administratif et du travail de la Curia avant son affectation ou avant le début du congé sans rémunération, à

faire une déclaration conformément aux dispositions de l'article 2, paragraphe 1, à condition que son affectation aura lieu à la fin de l'affectation à l'AJN, au ministère ou à la Curia ou à l'expiration de son congé sans rémunération.

(4) Le ministre affecte le juge affecté à l'AJN, au ministère ou à la Curia qui a fait une déclaration, conformément aux conditions énoncées au paragraphe 3, au tribunal administratif correspondant au dernier poste de juge réel où ce juge a exercé ses fonctions avant d'être affecté à l'AJN, au ministère ou au domicile du juge, au choix, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020 ou, si son affectation à l'AJN, au ministère ou à la Curia prend fin ultérieurement, à la suite de la fin de ce mandat.

(5) Si l'affectation du juge affecté à l'AJN, au ministère ou à la Curia prend fin avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, jusqu'au 31 décembre 2019, il devra être affecté à un poste de juge réel conformément à l'article 58, paragraphe 3 du SJR, ainsi que les dispositions du paragraphe 4 du présent article seront applicables.

(6) Les dispositions de l'article 2, paragraphes 3 et 4, s'appliquent en conséquence aux juges qui ont fait une déclaration conformément aux conditions énoncées au paragraphe 3 et qui sont en congé sans rémunération.

#### 4. §

(1) Si un juge en vertu de l'article 2, paragraphe 1, n'a pas fait de déclaration, ses fonctions juridictionnelles restent inchangées, à condition que

- a) le président du tribunal affecte le juge exerçant les fonctions juridictionnelles au tribunal administratif et du travail, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, correspondant au tribunal où il avait exercé ses fonctions auparavant ;
- b) le membre du collège administratif et du travail régional du Tribunal de Budapest-Capitale, autre que le juge visé au point a), continuera d'exercer ses fonctions en tant que juge du Tribunal de Budapest-Capitale ;
- c) le membre du collège administratif et du travail de la Curia continuera d'exercer ses fonctions en tant que juge de la Curia.

(2) Le juge, visé au paragraphe 1, devient membre du collège correspondant à son affectation.

(3) À partir du jour de l'entrée en vigueur de la présente loi, aucun appel à candidatures pour un poste de juge, spécifié à l'article 2, paragraphe 1, ne sera annoncé.

#### 5. §

(1) Le mandat des dirigeants des tribunaux administratifs et du travail et des dirigeants des collèges administratifs et du travail du Tribunal de Budapest-Capitale et de la Curia prend fin le jour précédant l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives.

(2) Un juge qui, en vertu de l'article 2, paragraphe 1, est habilité à faire une déclaration et qui,

le jour précédant l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, a un mandat de dirigeant d'une juridiction, à l'exclusion des dirigeants mandataires des juridictions en vertu du paragraphe 4, a droit, à compter du jour de l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, jusqu'à la date d'expiration de son mandat initial, à une rémunération correspondant à la fonction qu'il exerçait auparavant en tant que dirigeant d'une juridiction dans l'organisation juridictionnelle ordinaire ou administrative, selon son affectation, à moins qu'il ne soit nommé dirigeant auprès d'une autre juridiction ordinaire ou administrative.

(3) Par dérogation au paragraphe 2, le juge qui est habilité à faire une déclaration en vertu de l'article 2, paragraphe 1, et qui, le jour précédant l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, a une nomination de président de la chambre juridictionnelle, doit être nommé, à compter de la date d'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives, président d'une chambre juridictionnelle dans l'organisation juridictionnelle ordinaire ou administrative, selon son affectation, sans appel à candidatures.

(4) Si le mandat du responsable du collège administratif et du travail régional prend fin avant l'expiration de ce mandat, en vertu de la présente loi, il devra être, sans appel à candidatures, nommé président d'une chambre juridictionnelle.

(5) À partir de l'entrée en vigueur de la présente loi, il ne sera plus possible d'annoncer un appel à candidatures pour les postes de dirigeants des juridictions, spécifiés au paragraphe 1 ; le mandat à ces fonctions ne peut être délivré que jusqu'à la veille de l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives.

## 6. §

(1) Par une déclaration adressée au président de l'AJN, un secrétaire affecté à un tribunal administratif et du travail, ainsi que un secrétaire affecté au collège administratif et du travail régional du Tribunal de Budapest-Capitale, peut demander son transfert à un tribunal administratif dont la compétence territoriale comprend la compétence territoriale de la juridiction où le secrétaire siège. Par une déclaration adressée au président de la Curia, un secrétaire ou un conseiller principal affecté au collège administratif et du travail de la Curia peut, à son choix, demander son transfert à la Cour administrative suprême ou à un tribunal administratif. La déclaration doit être faite de manière à parvenir au président de l'AJN ou au président de la Curia, respectivement, au plus tard le 31 mai 2019.

(2) Le délai, visé au paragraphe 1, est un délai de prescription, la déclaration ne peut être retirée.

(3) Dans les trois jours suivant l'expiration du délai visé au paragraphe 1, le président de l'AJN et le président de la Curia informent, respectivement, le ministre sur les données des déclarations faites.

(4) Le secrétaire qui a fait une déclaration, conformément aux conditions énoncées au

paragraphe 1, sera, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, affecté par le ministre avec application appropriée des dispositions relatives au transfert de la loi n° LXVIII de 1997 relative à la fonction du personnel de justice (ci-après « FPJ »).

(5) Le secrétaire qui n'a pas fait de déclaration est affecté par le président du tribunal où il exerce ses fonctions ou par le président de la Curia.

(6) Le fait de faire ou d'omettre une déclaration, telle qu'elle figure au paragraphe 1, n'empêchera pas le secrétaire de présenter sa candidature à un quelconque poste de juge ou de secrétaire.

## 7. §

(1) Si, jusqu'à l'entrée en vigueur de la présente loi, l'auditeur a accompli au moins la moitié de la période d'apprentissage, prévue à l'article 3, paragraphe 3 de la FPJ, il pourra, par une déclaration adressée au président de l'AJN, demander son transfert à un tribunal administratif dont la compétence territoriale comprend la compétence territoriale de la juridiction où l'auditeur siège. La déclaration doit être faite de manière à parvenir au président de l'AJN au plus tard le 31 mai 2019.

(2) Le délai, visé au paragraphe 1, est un délai de prescription, la déclaration ne peut être retirée. L'auditeur qui n'a pas fait de déclaration est affecté par le président du tribunal où il exerce ses fonctions.

(3) Dans les trois jours suivant l'expiration du délai visé au paragraphe 1, le président de l'AJN informe le ministre sur les données des déclarations faites.

(4) L'auditeur qui a fait une déclaration, conformément aux conditions énoncées au paragraphe 1, sera, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, affecté par le ministre avec application appropriée des dispositions relatives au transfert de la FPJ.

## 8. §

(1) Au plus tard le 15 juin 2019, le ministre détermine le nombre du personnel de justice pourvu pour chaque juridiction administrative, conformément aux catégories de personnel de justice, définis dans la FPJ.

(2) Le ministre publie une annonce pour les postes d'employé de justice à pourvoir, visés au paragraphe 1, à l'exception des postes d'auditeurs et de secrétaires. Dans l'attribution des postes vacants, la préférence doit être donnée aux employés de justice ayant exercé ou accompli les fonctions à un tribunal administratif et du travail à la date de la publication de l'annonce.

(3) En ce qui concerne le transfert définitif de l'employé de justice participant à l'annonce, le ministre, l'organe judiciaire visé à la PFJ et l'employé de justice parviennent à un accord

jusqu'au 31 juillet 2019.

(4) L'employé de justice faisant l'objet de l'accord, visé au paragraphe 3, doit être affecté, avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2020, conformément à cet accord.

(5) A l'égard des fonctions de l'employé de justice, auquel s'applique ce présent article et qui n'est pas concerné par l'accord visé au paragraphe 3, les dispositions de la FPJ relatives à la cessation de ses fonctions en relation avec la cessation des missions d'emploi ne sont pas applicables. Par une déclaration adressée au président du tribunal, l'employé de justice, qui n'a pas fait de déclaration, peut demander son transfert à un tribunal ou à un quelconque tribunal d'arrondissement dont la compétence territoriale comprend la compétence territoriale du tribunal administratif et du travail cessant ses activités jurisprudentielles. La déclaration en vertu du présent paragraphe doit être faite par chaîne de commandement ou par courrier postal, de manière à ce qu'elle parvienne au président du tribunal, au plus tard le 30 septembre 2019. (6) Le ministre annonce, au plus tard le 31 août 2019, un appel à candidatures pour un tiers des postes d'auditeurs pourvus visés en vertu du paragraphe 1. À d'autres égards, les dispositions de la FPJ s'appliquent à la procédure de candidature.

## 9. §

(1) Dans les trois jours suivant l'expiration du délai visé à l'article 2, paragraphe 1, le président de l'AJN et le président de la Curia informent, respectivement, le ministre sur les données des déclarations faites.

(2) Compte tenu du nombre de postes des juges précédemment pourvus, déterminés pour le domaine spécialisé du droit administratif, des données sur l'ancienne charge de travail et des règles procédurales administratives et relatives aux procédures des autorités, le ministre, après avoir pris connaissance de l'avis du président élu de la Cour administrative suprême, détermine le nombre de postes des juges administratifs préalablement pourvus pour chaque juridiction. Le nombre de postes des juges administratifs préalablement pourvus pour une juridiction administrative ne doit pas être inférieur au nombre de juges qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 2, paragraphe 1, selon laquelle ils doivent être affectés à cette juridiction.

(3) Compte tenu du nombre de postes préalablement pourvus à la juridiction administrative et du nombre de juges affectés aux juridictions administratives, en vertu de l'article 3, paragraphe 2, le ministre détermine le nombre de postes des juges administratifs vacants pour chaque juridiction administrative.

(4) Le ministre annonce, au plus tard le 15 juillet 2019, un appel à candidatures pour des postes de juge ne dépassant pas la moitié du nombre de postes des juges administratifs vacants, en vertu du paragraphe 3, pour chaque juridiction administrative.

(5) Les candidatures doivent être soumises au président élu de la Cour administrative suprême dans les délais spécifiés dans l'appel à candidatures, au plus tard le 31 août 2019.

(6) Si l'appel à candidatures pour un poste de juge est inefficace, un nouvel appel à candidatures devra être annoncé.

(7) Pour les questions non régies par la présente loi, la loi sur les juridictions administratives s'applique à la procédure de candidature.

## 10. §

(1) Les candidatures présentées, conformément à l'article 9, paragraphe 5, sont évaluées par un comité d'évaluation (ci-après « comité d'évaluation ») dont le mandat expire le 31 décembre 2019.

(2) Le comité d'évaluation est présidé par le président élu de la Cour administrative suprême et est composé de huit membres, comme suit :

a) les noms des quatre juges sont tirés au sort par le ministre parmi les juges qui ont fait une déclaration en vertu de l'article 2, paragraphe 1, ont une évaluation excellente et sont nommés pour une durée indéterminée, à condition que deux de ces juges doivent être choisis entre les juges siégeant à la Curia,

b) les quatre membres « non-juges » sont choisis parmi des juristes éminents ou des personnes possédant au moins dix ans d'expérience professionnelle dans un domaine du droit, un par chacun des personnes ou organes suivants :

ba) la Commission de la justice de l'Assemblée nationale,

bb) le procureur général,

bc) le ministre chargé de l'organisation de l'administration publique,

bd) le président du barreau hongrois.

(3) Les juges tirés au sort sont tenus de participer aux travaux du comité d'évaluation et, pendant l'exécution de cette mission, ils bénéficieront d'un allègement de la charge de travail.

(4) Au plus tard le 15 juillet 2019,

a) le ministre informe le président du comité d'évaluation des personnes tirées au sort conformément au paragraphe 2, point a),

b) les personnes et les organes habilités à engager des personnes informent le président du comité d'évaluation des personnes engagées conformément au paragraphe 2, point b).

(5) Les membres du comité d'évaluation ne peuvent être révoqués et ne peuvent recevoir aucune instruction quant à leurs activités en tant que membre.

(6) Le comité d'évaluation tient sa réunion à huis clos ; seuls ses membres pourront y assister. Si un point de l'ordre du jour concerne un membre du comité d'évaluation, il ne participera pas à la discussion de celui-ci.

(7) Le quorum du comité d'évaluation est atteint, si le président, ainsi que trois membres « juges » et trois membres « non-juges » sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion devra être tenue dans les huit jours suivants ; et le quorum sera atteint, si le

président et au moins quatre membres sont présents.

(8) La première réunion du comité d'évaluation sera convoquée par son président jusqu'au 15 septembre 2019.

(9) En outre, les dispositions de la loi sur les juridictions administratives relatives au Conseil des affaires du personnel du Conseil national des juges administratifs s'appliquent en conséquence au fonctionnement du comité d'évaluation.

## **11. §**

(1) Quatre-vingt pour cent des points attribuables de la candidature doivent être fondés uniquement sur l'évaluation objective des qualifications, de l'expertise professionnelle et des expériences acquises par le candidat (ci-après « points objectifs »), ainsi que les vingt pour cent peuvent représenter l'évaluation des capacités de préparation et de la vocation du candidat qui sont nécessaires à l'exercice de la profession du juge et qui ne peuvent être mesurés objectivement (ci-après « points d'entretien »).

(2) Le comité d'évaluation doit auditionner à la réunion le candidat qualifié comme éligible au test d'aptitude professionnelle. Avant l'entretien, les points objectifs obtenus sont établis sur la base des critères spécifiés dans le SRJ, en tenant compte de l'expérience dans l'administration publique, telle que spécifiée dans la loi sur les juridictions administratives, ainsi que le comité d'évaluation doit communiquer, au plus tard le 10 octobre 2019, ces points au candidat préalablement à l'entretien.

(3) Le candidat peut s'opposer, dans un délai de trois jours, au résultat du calcul des points objectifs au tribunal disciplinaire. Le tribunal disciplinaire statue, dans un délai de cinq jours à compter de la date de dépôt, sur l'objection et communique sa décision sans délai au candidat et au comité d'évaluation. Si l'objection est retenue par le tribunal disciplinaire, il modifiera la décision relative au calcul des points objectifs. La décision du tribunal disciplinaire ne peut plus faire l'objet d'un recours.

(4) Après avoir auditionné le candidat, le comité d'évaluation établit le résultat de l'entretien, conformément au paragraphe 5, et le communique sans délai au candidat.

(5) Les membres du comité d'évaluation voteront au scrutin secret sur le résultat de l'entretien en fournissant un nombre entier compris entre zéro et les points attribuables de l'entretien les plus élevés. La moyenne arithmétique des votes constitue les points de l'entretien, à condition que le vote le plus élevé et le vote le moins élevé ne soient pas pris en compte.

(6) Le comité d'évaluation établit le classement en fonction des points obtenus par les candidats. Selon ce classement, il soumet constamment au ministre, avant le 20 octobre 2019, les dossiers de candidature par poste, indiquant les points des candidats ayant obtenu au moins quatre-vingt-cinq pour cent des points les plus élevés effectivement atteints.



(7) Par dérogation au paragraphe 6, le dossier de candidature d'un candidat qui n'a pas atteint au moins cinquante pour cent des points attribuables, ne peut être transmis.

## 12. §

(1) Le ministre peut auditionner les candidats qui postulaient au même poste.

(2) Le président élu de la Cour administrative suprême, un membre « juge » et un membre « non-juge » du comité d'évaluation, désignés occasionnellement, ainsi que les personnes désignées par le ministre peuvent assister à l'entretien. L'entretien n'est pas ouvert aux autres candidats.

(3) Le ministre prend constamment ses décisions concernant chaque poste, au plus tard le 15 novembre 2019. Si le ministre déclare l'appel à candidatures inefficace après le 15 octobre 2019, un nouvel appel à candidatures doit être annoncé pour le poste, suite à l'entrée en vigueur de la loi sur les juridictions administratives.

## 13. §

(1) Le ministre

- a) soumet au Président de la Hongrie la proposition de nomination du candidat « non-juge » en tête du classement et, après la nomination par le Président de la Hongrie, affecte ce juge au poste de juge administratif obtenu,
- b) en cas d'un candidat « juge », décide d'affecter le juge en tête du classement au poste de juge administratif obtenu.

(2) Si, après l'entretien, le ministre n'est pas d'accord avec le classement soumis par le comité d'évaluation, il pourra le modifier en fournissant une motivation écrite et il

- a) soumettra au Président de la Hongrie la proposition de nomination du candidat « non-juge » venu en tête du classement sur la base du classement modifié, en y joignant le classement établi par le comité d'évaluation et les motifs de la modification, ainsi qu'il affectera, après la nomination par le Président de la Hongrie, ce juge au poste de juge administratif obtenu,
- b) en cas d'un candidat « juge », décidera d'affecter le juge venu en tête du classement sur la base du classement modifié au poste de juge administratif obtenu.

(3) Sur proposition motivée du comité d'évaluation, le ministre déclarera l'appel à candidatures inefficace, si

- a) ils n'ont pas reçu de candidatures ou les candidatures reçues ont été rejetées par le comité d'évaluation en raison de l'absence de condition légale,
- b) aucun des candidats n'a atteint au moins cinquante pour cent des points attribuables,
- c) pour tous les candidats pouvant être transmis au ministre, la nomination entraînerait un conflit d'intérêts au sens du SRJ.

(4) Dans une décision motivée, le ministre déclarera l'appel à candidatures inefficace, si

- a) au cours de l'évaluation des candidatures, les participants à la procédure d'évaluation ont commis une grave irrégularité de la procédure qui est irrémédiable,
- b) une circonstance s'est produite après l'annonce de l'appel à candidatures en raison de laquelle il est nécessaire que le poste soit pourvu sans l'annonce de l'appel à candidatures conformément à la loi.

(5) Si, à la suite de la procédure de candidature, le poste de juge administratif est attribué à un juge d'une juridiction ordinaire, le ministre en informera le président de l'AjN ou, en cas d'un juge de la Curia, le président de la Curia sans délai. Le ministre affecte le juge sur la base d'une consultation tenue avec le président de l'AjN ou, pour un juge de la Curia, avec le président de la Curia, au plus tard dans les trois mois à compter de la notification.

(6) Le ministre transmet au comité d'évaluation la motivation visée aux paragraphes 2 et 4, en même temps que la mesure qui y est précisée.

#### 14. §

(1) Les règles relatives à la candidature au poste de juge administratif s'appliquent à la nomination au poste de juge administratif titularisé à la Cour administrative suprême, sauf dispositions contraires prévues au présent article.

(2) Le président élu de la Cour administrative suprême joint son avis à la candidature présentée conformément à l'article 11, paragraphe 6.

(3) Si l'avis du président de la Cour administrative suprême diffère du classement présenté par le comité d'évaluation, le ministre auditionnera les candidats conformément à l'article 12 et, compte tenu de leurs résultats, il agira conformément à l'article 13.

#### 15. §

(1) Pour la première fois, avant le 30 novembre 2019, le ministre, sans procédure de candidature, après avoir recueilli l'avis du comité d'évaluation et après avoir entendu le candidat, désigne le président, parmi les juges nommés pour une durée indéterminée et affectés au tribunal administratif, publiant en même temps les avis d'appel candidatures pour les postes de président et de vice-président du tribunal administratif, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020 jusqu'à l'évaluation des candidatures mais pour une période maximale d'un an.

(2) Pour la première fois, avant le 31 décembre 2019, le ministre, sans procédure de candidature, sur proposition du président élu de la Cour administrative suprême, désigne le responsable du collège, parmi les juges nommés pour une durée indéterminée et affectés aux juridictions administratives, publiant en même temps les avis d'appel candidatures pour les postes de responsable du collège, jusqu'à leur évaluation mais pour une période maximale d'un an.

(3) Au plus tard le 15 janvier 2020, le ministre annonce un appel à candidatures pour les

postes des présidents des chambres juridictionnelles aux juridictions administratives qui ne sont pas pourvus en vertu de l'article 5, paragraphe 3. Les candidatures doivent être évaluées au plus tard le 31 mars 2020. Au plus tard le 15 décembre 2019, le président élu de la Cour administrative suprême nomme des juges, principalement des juges chargés de la gestion de la chambre juridictionnelle, parmi ceux nommés pour une durée indéterminée et affectés aux juridictions administratives, pour présider les chambres juridictionnelles pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2020 au 31 mars 2020.

## **16. §**

(1) Au plus tard le 31 décembre 2019, le président élu de la Cour administrative suprême établit l'ordre provisoire de distribution des affaires des juridictions administratives, qui est applicable jusqu'à sa délivrance, au plus tard le 31 mars 2020.

(2) Afin de faire respecter le droit au juge légitime, une affaire qui a été attribuée à un juge administratif en vertu de l'ordre provisoire de distribution des affaires, ne peut être retirée sur la base de cet ordre.

## **17. §**

(1) Au plus tard le 15 janvier 2020, le président de la juridiction administrative convoque la réunion plénière des juges de la juridiction administrative pour une date dans les trente jours suivants ; lors de sa première réunion, la réunion élit les membres du conseil des juges administratifs et les membres délégués au Conseil national des juges administratifs (ci-après « CNJA »).

(2) Le président du tribunal administratif informe, sans délai, le président de la Cour administrative suprême de l'élection des membres délégués au CNJA.

(3) La réunion inaugurale du CNJA est convoquée par le président de la Cour administrative suprême avant le 15 mars 2020.

(4) La personne ou l'organe habilité à engager, doit informer le président de la Cour administrative suprême, au plus tard le 15 février 2020, de l'identité des membres « non-juges » du Conseil des affaires du personnel du CNJA.

## **18. §**

(1) Le juge qui n'a pas fait de déclaration conformément à l'article 2, paragraphe 1, ne peut prendre part à la prise de décision dans le cadre d'un litige administratif, porté après le 30 novembre 2019, à l'exclusion des affaires où la loi fixe un délai de 15 jours ou moins pour prendre une décision. Par conséquent, l'ordre de distribution des affaires doit être ajusté si nécessaire.

(2) Dans le cadre d'un litige administratif, aucune date d'audience ne doit être fixée à une date

ultérieure au 15 décembre 2019. Les décisions finales prises dans le cadre des litiges administratifs doivent être établies par écrit jusqu'au 31 décembre 2019, ainsi qu'il convient de prévoir leur communication.

(3) Les juges des tribunaux administratifs et du travail et les membres du collège administratif et du travail du Tribunal de Budapest-Capitale et de la Curia soumettent, au plus tard le 15 décembre 2019, au président du tribunal ou au président de la Curia, respectivement, les dossiers d'affaires qui non pas encore été tranchés.

(4) Après le 1<sup>er</sup> janvier 2020, le président du tribunal ou le président de la Curia adresse, sans délai, au plus tard le 15 janvier 2020, les affaires visées au paragraphe 3, à la juridiction compétente en matière de compétence territoriale.

(5) Compte tenu du principe du droit au juge légitime, le juge qui a commencé de trancher l'affaire visée au paragraphe 3, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, procédera dans cette affaire, à condition qu'il a été affecté à la juridiction compétente en matière de compétence territoriale.

(6) Dans les litiges administratifs, qui ont été commencés après le 20 décembre 2019, où la loi prévoit un délai de traitement de huit jours ou moins, le délai de traitement sera prolongé de la période de l'envoi, sans que la durée de la prolongation soit supérieure à huit jours.

## **19. §**

(1) Les décisions rendues dans l'intérêt de l'uniformité du droit en matière administrative, rendues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2020, sont applicables jusqu'à l'adoption, en vertu de la loi sur les juridictions administratives, d'une décision rendue dans l'intérêt de l'uniformité du droit, contenant des indications différentes. Les procédures dans l'intérêt de l'uniformité du droit en suspens concernant les questions administratives prendront fin, en vertu de la présente loi, le 31 décembre 2019.

(2) À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, aucune décision de principe ou aucun arrêt de principe de la juridiction administrative ne peut être publié et ceux, publiés antérieurement, ne seront pas applicables.

## **20. §**

(1) Les tribunaux administratifs et du travail cesseront d'exister le 31 décembre 2019.

(2) Dans les litiges de travail, le tribunal statue en première instance en tant que juridiction du travail à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

(3) Les collèges administratifs et du travail régionaux cesseront d'exister le 31 décembre 2019. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, les collèges du travail régionaux exercent leurs activités en nombre et avec une compétence territoriale prévus par une loi distincte, ainsi qu'ils s'acquittent des fonctions décrites dans l'OAJ. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 2020, le nom des

collèges administratifs et du travail, opérant à la Curia et au Tribunal de Budapest-Capitale, deviendra collège du travail.

## **21. §**

Le gouvernement et l'AjN veillent conjointement à ce que les ressources personnelles et matérielles soient couvertes en vertu de l'article 1, paragraphe 5.

## **22. §**

(1) Dans la loi relative au budget central de 2020, le budget des juridictions administratives doit être prévu comme un chapitre à part.

(2) Le ministre formule une proposition sur le chapitre du budget central de 2020 relatif aux juridictions administratives. Le projet de chapitre du budget central de 2020, relatif aux juridictions administratives, sera examiné par le président élu de la Cour administrative suprême. Si, à la date de la publication des renseignements visés à l'article 13, paragraphe 1 de la loi n° CXCV de 2011 relative aux finances publiques, le premier président de la Cour administrative suprême n'a pas encore été élu, le projet de chapitre du budget central, relatif aux juridictions administratives, sera examiné par le président de l'OAJ.

(3) En outre, lors du débat parlementaire du chapitre du budget central de 2020, relatif aux juridictions administratives, les dispositions de la loi relative aux juridictions administratives s'appliquent en conséquence, à condition que, dans le cas où le premier président de la Cour administrative suprême n'a pas encore été élu, ses compétences en matière budgétaire seront exercées par le président de l'AjN. (4) Lors de la planification du budget central de 2020, il est dûment tenu compte des modifications liées à la création des juridictions administratives dans le chapitre relatif au budget des juridictions ordinaires.

## **23. §**

Le président de l'AjN et le ministre doivent, au plus tard le 30 juin 2019, convenir

- a) la détermination et le transfert des actifs immatériels et des propriétés intellectuelles, des biens immobiliers aux fins de l'installation des juridictions administratives et d'autres actifs fixes corporels nécessaires au fonctionnement des juridictions administratives,
- b) les conditions nécessaires pour assurer l'interopérabilité des systèmes informatiques nécessaires au fonctionnement des juridictions administratives, et
- c) les principes du transfert définitif du personnel de justice conformément à la présente loi.

## **24. §**

Le président élu de la Cour administrative suprême propose, au plus tard le 15 octobre 2019, au ministre d'établir l'ordre provisoire de distribution des affaires des juridictions administratives.

## **2. L'entrée en vigueur de la loi relative aux juridictions administratives**

### **25. §**

La loi n° ... de 2018 relative aux juridictions administratives entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

## **3. Les dispositions finales**

### **26. §**

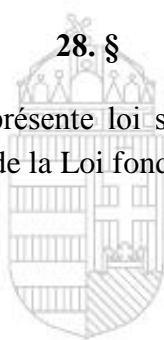
Le ministre chargé de la justice est autorisé à établir par décret les conditions auxquelles doivent satisfaire les déclarations visées à l'article 2, paragraphe 1 ; à l'article 6, paragraphe 1 ; à l'article 7, paragraphe 1, en termes de forme et de fond.

### **27. §**

La présente loi entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2019.

### **28. §**

Les articles 1-5, 15, 17, 19-20 de la présente loi sont considérés comme cardinaux sur le fondement de l'article 25, paragraphe 8 de la Loi fondamentale.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE  
HONGRIE